

Dr. Touré Bienvenu METAN

*Enseignant-Chercheur/Maître-Assistant au Département de philosophie/
Université Alassane Ouattara de Bouaké en Côte d'Ivoire.*

Panafricanisme et intégration africaine : l'Afrique pour l'Afrique : leurre et lueur

Résumé

Dans la seconde moitié du 20^e siècle, les tentatives de coopération multilatérale sur une base régionale se sont multipliées dans le monde entier. Le mouvement a été initié en 1957, en Europe, avec la signature du Traité de Rome, organisant les relations économiques entre six États européens autour du charbon et de l'acier. À l'instar du mouvement initié par le vieux continent, l'intégration africaine tisse sa toile autour de figures emblématiques comme Kwamé Nkrumah, Sékou Touré, Léopold Sédar Senghor, Modibo Kéita, etc. qui nourrissaient déjà le rêve de réaliser l'unité africaine forgée par une idéologie centenaire : le panafricanisme ; mouvement qui vise à regrouper l'ensemble des peuples africains au sein d'une même nation. Mais les conflits d'intérêts, le déséquilibre économique, la question de l'immigration, la différence linguistique et de traditions coloniales, les questions sécuritaires constituent encore autant d'obstacles à la réalisation du projet. Si la création de l'OUA en 1963 remplacée en 2002 par l'Union Africaine (UA) nous

donne la chance d'espérer, beaucoup de défis sont encore à relever. Cet article vise à montrer *in fine* que l'intégration africaine est un processus qui piétine et que seule la volonté des Africains pourra changer le cours des choses.

Mots clés : Panafricanisme, Unité africaine, Intégration africaine, Organisations sous régionales et/ou régionales.

Abstract :

In the second half of the 20th century, there were several of attempts for multilateral cooperation on a regional basis all over the world. The movement started in Europe 1957, when the treaty of Rome was signed. It organized economic relations between six European countries around charcoal and steel. Following the example started by the Old Continent, African integration started with emblematic personalities such as Kwame Nkrumah, Sekou Touré, Leopold Sédar Senghor, Modibo Keita, etc. who had the idea of carry out the dream of African Unity motivated by a centennial ideology: Pan-Africanism; a movement which aims at bringing together all the African peoples into one nation. However, conflicts of interest, economic unbalance, immigration issue, linguistic differences, colonial backgrounds and security issues remain as many obstacles to the fulfillment of the project. If the creation of the OAU in 1963, replaced in 2002 by the African Union (AU) makes room for hope, many challenges remain ahead. This article aims at showing in fine that African integration is a tramplng process, and that only Africans' will can make things change.

Key words: *Pan-Africanism, African Unity, African integration, Regional/ Sub regional organizations.*

Introduction

L'intégration africaine a une histoire. Elle est issue de l'idée panafricaine afro-américaine qui a vu le jour dès le 18^e siècle, parmi l'élite émergente. De 1900 à 1950, le mouvement panafricain a défendu les causes des peuples africains contre l'esclavage, la discrimination raciale, la conquête coloniale, etc. La deuxième source historique vient des luttes anticoloniales qui verront la naissance d'un vaste mouvement progressiste qui a mené des luttes contre la domination impérialiste et l'exploitation dans les différentes colonies pour l'émancipation et l'indépendance nationale. Après l'indépendance, la large coalition anticoloniale a éclaté dans la plupart des pays et a cédé la place à la dictature, au culte de la personnalité, à la montée du nationalisme d'État au détriment du panafricanisme. Au niveau national et régional, les mouvements panafricains ont subi une ère de fragmentation et de divisions idéologiques compromettant fortement les idéaux d'unité et de solidarité antérieurement prônés. De sorte que l'OUA qui a vu le jour depuis mai 1963 a échoué, favorisant ainsi la naissance d'une multiplicité d'organisations régionales et sous régionales, jusqu'à ce qu'elle soit remplacée par l'UA (Union Africaine) en 2002. Mais le problème reste encore pendant, beaucoup de facteurs ruinent l'espoir d'une Afrique unie, on serait même tenté de croire que la « *rédemption de l'Afrique* » n'est pas pour demain car trop de blessures et de meurtrissures¹ minent encore cette pauvre Afrique. Peut-on parler d'intégration africaine quand « *l'Afrique semble se re-trouver dans un vase clos, détachée du monde dans une chaos-cratie délirante, sous-tendue par un système répétitif d'une gestion opaque du trésor commun*² » ? En tout cas, le diagnostic semble montrer que l'Afrique est malade et à ses chevets se trouvent des afro-pessimistes et des afro-optimistes.

1 Les guerres et conflits qui sévissent en Afrique (Centrafrique, Somalie, les deux Soudan, etc.) et les mouvements terroristes (Boko Haram, Ansar Dine, Aqmi, Shebab, etc.) laissent croire que l'unité de l'Afrique est une illusion.

2 Samba Diakité, 2014, p.13

1. Le panafricanisme : une approche africaine d'intégration

1.1. Contexte d'émergence du concept de panafricanisme

Dans la seconde moitié du 20^e siècle, les tentatives de coopération multilatérale sur une base régionale se sont multipliées dans le monde entier. Au sortir des deux guerres, l'Europe tout entière est exsangue. Elle entre, à partir de 1947, dans une troisième guerre : la guerre froide. Le jeu des alliances est donc nécessaire. La nécessité de s'unir pour résister à la menace soviétique apparaît alors de plus en plus clairement : les démocraties libérales d'Europe de l'Ouest ne peuvent se permettre de se déchirer et de s'affaiblir mutuellement alors qu'à l'Est du « rideau de fer »³ les démocraties populaires sont mises dans un seul et même mouvement au service de la puissance du bloc soviétique. Pour y parvenir, il faut mettre un terme à la rivalité franco-allemande. Résolus à empêcher un autre conflit aussi dévastateur, les gouvernements font le pari qu'avec la mise en commun des productions de charbon et d'acier, toute guerre entre la France et l'Allemagne, historiquement rivales, deviendra — pour citer Robert Schuman — « *non seulement impensable, mais matériellement impossible* ».

La déclaration du 9 mai 1950 de Robert Schuman, ministre français des Affaires étrangères d'alors, est considérée comme le texte fondateur de la construction européenne. Sous l'impulsion de personnalités renommées « *Pères de l'Europe* », comme Konrad Adenauer (Allemagne), Jean Monnet (France) et Alcide de Gasperi (Italie), la coopération multilatérale a été initiée par la création de la Communauté Européenne du Charbon et de l'Acier (CECA- Traité de Paris, le 18 avril 1951), consolidée en 1957, avec la signature du Traité de Rome, organisant les

3 Le 5 mars 1946, Winston Churchill se rend au Westminster College de Fulton, aux États-Unis (Missouri), pour une conférence sur la situation géopolitique internationale. Présenté par le président Truman, Churchill expose un monde bipolaire qui annonce déjà la guerre froide. Il utilise dans son vocabulaire une expression inédite qui deviendra une référence pour évoquer la frontière entre les blocs américain et soviétique : le « rideau de fer » (Kevin Labiausse, 2008, p.48).

relations économiques entre six États européens (l'Allemagne, la Belgique, la France, l'Italie, le Luxembourg et les Pays-Bas).

Si la construction européenne a été au départ motivée par des raisons éminemment économiques et politiques, en Afrique, la création de communautés régionales est largement antérieure aux politiques publiques internationales. Ces intégrations résultent d'une idéologie centenaire, propre aux Africains : le panafricanisme; mouvement qui vise à regrouper l'ensemble des peuples africains au sein d'une même nation. Le terme "panafricanisme" aurait été prononcé, pour la première fois, en 1900, lors d'une conférence à Westminster Hall, à Londres, convoquée par Henry Sylvester Williams, avocat de Trinidad inscrit au barreau de Londres, afin de protester contre la spoliation des terres coutumières d'Afrique australe et la Gold Coast (actuel Ghana) par les Européens. L'arrivée du Dr N'Nkrumah (1909-1972) dans les tribunes panafricaines marquait une étape fondamentale dans l'évolution du mouvement. Ce dernier avait un rêve, qu'il ne cessa de promouvoir tout au long de sa vie, celui de l'unité africaine.

L'idée d'une Union africaine s'est également forgée dans la lutte pour l'indépendance ; elle est grandement redevable au mouvement panafricain porté à partir du XIX^e siècle par l'élite de la diaspora africaine aux États-Unis et représentée, notamment, par des personnalités comme Edward Wilmot Blyden ou William Edward Burghardt Du Bois. Le mouvement va poursuivre son essor avec les grandes conférences panafricaines de la première moitié du XX^e siècle qui, aux États-Unis et en Europe, constituèrent autant d'occasions pour prôner la construction d'une identité supranationale africaine. Le mouvement panafricain rejoint l'Afrique durant les années 1950 sous le leadership de Kwamé N'Krumah qui rêvait d'instituer les « États-Unis d'Afrique ». Ce mouvement milite pour la « *rédemption de l'Afrique* » et du retour de « l'Afrique aux Africains ». La doctrine du panafricanisme politique « *a été formulée pour la première fois d'une manière officielle lors de la conférence des États indépendants d'Afrique qui s'est tenue à Accra du 15 au 22 avril 1958* »⁴. Aux dires de N'Krumah, toute société est animée par une certaine idéologie. « *L'idéologie d'une société est totalitaire. Elle embrasse la vie entière d'un peuple et se manifeste dans sa structure de classes, son*

4 R. J. Guiton, 1962

histoire, sa littérature, son art, sa religion »⁵. Étant donné le lien très étroit entre l'histoire et l'idéologie, la renaissance africaine recommande aux Africains de revoir leur histoire telle qu'elle est car l'histoire de l'Afrique « *pourra guider et inspirer la reconstruction africaine* »⁶. Parmi ses nombreux ouvrages publiés, *L'Afrique doit s'unir* est le livre qui retrace le mieux la pensée panafricaniste du Dr. Kwamé N'Krumah. Il fut publié quelques jours seulement avant l'ouverture à Addis-Abeba, en Éthiopie, du premier sommet des trente chefs d'État de l'Afrique indépendante, qui allait donner naissance à l'OUA (Organisation de l'Unité Africaine) (25 mai 1963). Distribué à chacun des participants, il apparaissait comme la somme du fondement idéologique, du programme à long terme et des structures organisationnelles de l'institution panafricaine qui allait voir le jour. Toutefois, l'arrivée du panafricanisme sur le continent noir aura pour effet de diviser le mouvement. Il sera tiraillé entre ceux qui prônait d'abord l'unité régionale, et ceux qui, à l'instar du président ivoirien Felix Houphouët-Boigny, avaient comme priorité l'indépendance et l'instauration de l'État comme en témoigneront les pourparlers sur la création de l'OUA.

Si les acteurs dans leur ensemble partageaient le besoin d'instaurer une organisation collective en vue de donner une voix à l'Afrique sur la scène internationale, de soutenir les processus de libération en cours et de condamner les régimes d'apartheid, les avis divergeaient quant à la nature de l'Union. Les partisans du fédéralisme, menés par le président du Ghana Kwamé N'Krumah, s'opposaient aux tenants d'une « *Afrique des États* » avec à leur tête les présidents sénégalais Léopold Sédar Senghor et ivoirien Felix Houphouët Boigny. Ces derniers imposèrent leur vision et l'OUA devint, tout comme l'UA qui lui succéda (9 juillet 2002), un outil de coopération, et non pas d'intégration, entre États. Que recouvre le concept d'intégration ?

5 Kwamé N'Krumah, 1976, p. 76

6 Kwamé N'Krumah, 1976, p. 80

1.2. L'analyse du concept d'intégration à l'aune des organisations régionales et/ou sous régionales

Le mot intégration tire son origine du vocable latin « *integratio* » qui signifie « *restitution, rétablissement* »⁷. Il s'agit de l'action et de l'effet d'intégrer ou de s'intégrer (constituer un tout, compléter un tout avec les parties manquantes ou faire en sorte que quelqu'un ou quelque chose appartienne à un tout).

Pour Émile Durkheim, l'intégration est une propriété de la société elle-même. Plus les relations internes à la société sont intenses, plus la société en question est intégrée. L'intégration s'oppose ici à l'anomie, qui signifie la désorganisation sociale et la désorientation des conduites individuelles produites par l'absence de règles et de contraintes sociales.

Certaines définitions marquent des différences entre les termes assimilation et intégration, réservant le premier au champ culturel dans lequel il s'est développé en anthropologie, et le second au champ social dont il est lui-même issu (sociologie). D'autres marquent une différence de degré, l'assimilation étant un processus de disparition totale des traits culturels minoritaires, l'intégration n'étant qu'un processus qui permet, tout en adoptant pour le groupe minoritaire les valeurs et la culture du groupe majoritaire, de conserver certains traits culturels initiaux.

Ainsi, l'intégration d'un groupe, ce sont les liens qui unissent ses membres et l'importance que ces liens ont pour eux. L'intégration, c'est à la fois un processus (on est toujours en train de s'intégrer plus ou moins) et un état (on peut évaluer le niveau d'intégration à un moment donné).

Toutes ces approches visent à clarifier le concept d'intégration régionale qui peut être appréhendé comme suit :

L'intégration régionale est la convergence politique, économique et sociale d'un ensemble de pays conscients des limites des politiques nationales et désireux d'optimiser leurs chances de développement. L'intégration suppose l'abandon d'une partie de la souveraineté nationale au profit de politiques communes portées par des structures régionales⁸.

7 Louis-Marie Morfaux et Jean Lefranc, 2011, p.281

8 REPAOC, 2011, p. 5

Quels sont les avantages d'une politique d'intégration africaine ? Les avantages sont nombreux. Face au défi et au risque de marginalisation économique et politique de l'Afrique, les leaders africains ont pris conscience de la nécessité de construire des blocs régionaux capables d'aider à répondre à un double défi : faire face aux défis de la mondialisation économique, politique et culturelle mais aussi resserrer les liens entre les États pour prendre en charge les besoins des populations qu'un État tout seul ne peut faire.

On peut donc relever que globalement, les organisations régionales visent à répondre à des objectifs d'ordre **économique et social**, pour un développement durable de la région, politique, pour une stabilité politique et civile, la paix et la démocratie et culturel pour un renforcement des liens entre les peuples de la région. Pour mieux comprendre ces objectifs cités, passons en revue quelques organisations régionales et sous régionales ainsi que leurs différentes activités.

En Afrique, les plus importantes organisations régionales sont l'Union Économique et Monétaire Ouest-Africaine (UEMOA), la Communauté Économique et Monétaire de l'Afrique Centrale (CEMAC), la Communauté de Développement de l'Afrique Australe (SADC), le Marché Commun de l'Afrique Australe et Orientale (COMESA), l'Union du Maghreb Arabe (UMA), la Communauté des États sahélo-sahariens (CEN-SAD), la Conférence Internationale pour la Région des Grands Lacs (CIRGL), le « Nouveau Partenariat pour le Développement de l'Afrique » mieux connu sous acronyme anglais NEPAD (New Partnership for Africa Development), etc. Nous voulons nous limiter à celles-là parce qu'elles sont nombreuses.

Pour mettre en exergue leurs activités, nous avons choisi les organisations régionales ouest-africaines qui comme les autres, ont à peu près les mêmes atouts et les mêmes faiblesses. En effet, au lendemain des indépendances de leurs pays, les dirigeants ouest-africains étaient soucieux de la construction d'un espace régional intégré pour transcender les clivages administratifs, linguistiques ou politiques laissés par l'administration coloniale. Le Conseil de l'Entente est la première organisation en date. Créé en mai 1959, le Conseil de l'Entente est la doyenne des institutions sous régionales ouest-africaines dont le but principal était de créer une solidarité financière et diplomatique entre ses États membres. Les pays fondateurs sont le Dahomey (actuel Bénin), la Haute-Volta

(actuel Burkina Faso), la Côte d'Ivoire et le Niger. Ils seront rejoints en 1966 par le Togo. Le constat c'est que cette organisation se limite à quelques pays francophones. Ce n'est qu'en 1975 par la création de la CEDEAO que cette option pour l'intégration régionale a été clairement affichée. Au sein de cette communauté, on parle l'Anglais, le Français, l'Arabe et le Portugais.

Les pays de la CEDEAO visent à long terme la création d'une fédération des États de l'Afrique de l'Ouest avec un Parlement, une Cour de justice, un Secrétariat exécutif et un Conseil économique et culturel. Dans cette perspective, les membres doivent accepter la suppression des droits et taxes à l'importation et à l'exportation, l'élimination des restrictions sur le commerce intracommunautaire, la mise en place progressive d'un tarif douanier et d'une politique commerciale communs, la suppression des obstacles à la libre circulation des personnes, des biens, des services et des capitaux, l'harmonisation des politiques économiques, industrielles, agricoles, monétaires et celles concernant les infrastructures.

Nous allons insister, entre autres, sur deux programmes majeurs des États membres de la CEDEAO :

➤ **La politique agricole commune**

L'objectif de la politique agricole commune de la CEDEAO (ECOWAP) est de permettre à la sous-région d'améliorer sa productivité agricole pour atteindre l'autosuffisance alimentaire et de normaliser ses produits agricoles. Ce projet inclut l'élevage, la pêche, la sylviculture et la gestion des ressources naturelles. Il vise également la mise en œuvre d'un régime commercial intracommunautaire et l'adoption d'un régime commercial extérieur commun.

➤ **La sécurité, le maintien de la paix**

C'est en 1990, lors du déclenchement de la guerre civile au Liberia, que naît la force armée de la CEDEAO, l'ECOMOG (Economic Community of West African States Cease-fire Monitoring Group). Conçue au départ

comme une solution temporaire, l'organisation en fait une force permanente en 1999. Ses objectifs sont d'abord de superviser les cessez-le-feu, mais aussi de maintenir et construire la paix, d'effectuer des déploiements préventifs ou de désarmer les forces armées non régulières. Composée au départ de quelques centaines d'hommes, baptisés les «casques blancs», cette force d'interposition compte au plus fort, en 1994, près de 20 000 soldats et officiers. Une dizaine de pays ont participé à son contingent.

Cette force d'interposition quitte le Liberia en 1999 après avoir contribué au retour à la paix - même si elle a été accusée de partialité et de violences contre la population civile - et perdu plusieurs centaines d'hommes. À partir de 1997, elle intervient en Sierra Leone, plongée dans une guerre civile, avant de céder sa place à une mission de l'ONU en 2000. En 1999, quelques 600 soldats sont déployés en Guinée-Bissau mais ils n'y restent que quelques mois.

L'ECOMOG est également déjà intervenue en Côte d'Ivoire. Les accords de Marcoussis, signés en janvier 2003, prévoyaient que des casques blancs soient placés entre les belligérants pour éviter une reprise du conflit. Ces soldats de la CEDEAO ont été intégrés aux opérations de l'ONU en Côte d'Ivoire (ONUCI) en 2004. Au fort de la crise post-électorale qui a secoué la Gambie, cette force d'interposition de la CEDEAO a pu dissuader Yahya Jammeh en janvier 2017 à céder le pouvoir à Adama Barrow, évitant ainsi une guerre civile à la Gambie.

Au sein de l'espace CEDEAO, certains États (Bénin, Burkina Faso, Côte d'Ivoire, Guinée Bissau, Mali, Niger, Sénégal, Togo) vont créer une Union Économique et Monétaire Ouest Africaine (UEMOA) qui permet de disposer ainsi d'une monnaie commune, le Franc CFA (Franc de la Communauté Financière d'Afrique) émis par la Banque centrale des États de l'Afrique de l'Ouest (BCEAO). Cette monnaie est conditionnée à l'Euro (elle l'était auparavant au Franc français), ce qui garantit sa stabilité et sa crédibilité internationale. Quels sont les avantages d'une monnaie commune comme le Franc CFA ? Écoutons à ce propos Yves Bourdet :

L'existence d'une monnaie commune renforce, a priori, l'impact du démantèlement des barrières douanières sur le volume des échanges et la spécialisation des pays de l'UEMOA. Une monnaie commune élimine les risques de variation des taux de change et diminue les coûts de transaction dans les échanges commerciaux entre les pays qui

partagent cette même monnaie. Elle favorise aussi la concurrence, en rendant plus facile les comparaisons de prix entre les pays et ainsi, les opérations d'arbitrage. L'intégration monétaire au sein de l'UEMOA joue également un rôle de point d'ancrage pour les politiques économiques, ce qui minimise les risques de politiques économiques accommodantes et de financement monétaire des déficits budgétaires. La mise en place des critères de convergence assure la stabilité macro-économique au sein de la zone⁹.

En effet, l'Union Économique et Monétaire Ouest-Africaine qui a remplacé l'UMOA (l'Union Monétaire Ouest-Africaine, datant de 1962) a été créée le 10 janvier 1994 à Dakar, à la suite de la dévaluation de 50% du Franc CFA. Elle vise à établir un espace économique intégré en s'appuyant sur la monnaie commune des États membres : le Franc CFA. Elle doit permettre une meilleure insertion des États membres dans l'économie mondiale et leur ouvrir ainsi des perspectives nouvelles et communes de développement économique et social.

Les États de l'UEMOA disposent d'une politique commerciale commune fondée sur l'existence :

- d'une zone de libre-échange mise en place progressivement à partir de 1996 et qui a été élargie à l'ensemble des pays de la CEDEAO en 2004 ;
- d'une union douanière mise en place au 1^{er} janvier 2000, basée sur un Tarif Extérieur Commun (TEC) ;
- de diverses autres mesures (harmonisation de la TVA, harmonisation et reconnaissance mutuelle des normes, etc.

En revanche, les pays de l'Afrique de l'Ouest ne peuvent pas mener de politique monétaire (émission de monnaie) indépendante et voient donc également leurs marges de manœuvre budgétaires réduites. Lorsque l'Euro est surévalué par rapport au dollar (ce qui est le cas actuellement), les pays membres de l'UEMOA en pâtissent. La mauvaise santé économique des États de l'Afrique de l'Ouest reste un obstacle majeur aux efforts d'intégration régionale.

La CEDEAO envisage la création à terme d'une monnaie unique pour l'ensemble de la région. En prélude, les pays anglophones de ladite organisation que sont : la Gambie, le Ghana, la Guinée, le Nigeria et la Sierra

9 Yves Bourdet, 2005, p.13

Leone prévoyaient la réalisation d'une union monétaire en 2015, ce qui reste pour le moment au stade de projet.

Au total, il convient de souligner que les efforts consentis par les organisations régionales et sous régionales dans le cadre de l'intégration africaine sont louables mais beaucoup de défis restent à relever. Trop de pesanteurs constituent un frein à l'intégration africaine : le système de marché, la mauvaise gouvernance, l'ingérence extérieure, les guerres civiles, la mondialisation, etc.

2. L'intégration africaine à l'épreuve du temps

Si l'on se réfère aux activités des organisations régionales dont nous avons parlé, on comprend bien que l'intégration africaine est un processus qui est en marche et cela est à saluer mais cette marche semble aller à pas de tortue parce que le bilan de l'intégration des États africains, après cinquante ans d'indépendance, reste mitigé. Il y a encore beaucoup d'obstacles sur le chemin et non des moindres.

2.1. Les écueils de l'intégration africaine

Le premier obstacle à l'intégration africaine que nous voulons relever est la question de la monnaie. Tout le monde sait que la force d'un État réside dans sa puissance monétaire. Or, les Communautés Économiques Régionales telles que l'UEMOA et la CEMAC facteurs d'intégration, traditionnellement sous tutelle du Trésor français et de la Banque de France, aujourd'hui conditionnées à l'Euro, restent des institutions fragiles étant donné qu'elles dépendent de la France qui peut décider à tout moment pour des questions stratégiques de leur sort. On se souvient encore de la panique qu'a créée l'annonce de la dévaluation du Franc CFA en 1994. Il n'est pas exagéré de soutenir que cette monnaie constitue l'un des obstacles à la création d'une monnaie unique en Afrique de l'Ouest. Bien plus, depuis 1998, quand la France a passé la responsabilité de la gestion de

la monnaie à l'Union Européenne, aucun changement affectant la nature, l'étendue ou la composition des membres de la zone CFA n'est possible sans l'approbation préalable du Conseil européen, approbation qui se fait uniquement sur la recommandation de la Banque centrale européenne et la Commission européenne à Bruxelles. Il n'est donc pas faux de croire que le Franc CFA maintient les États de l'Union dans une sorte de dépendance économique et politique.

Au-delà, d'autres problèmes méritent d'être soulignés :

- Chaque État est jaloux de sa souveraineté et consent difficilement à des délégations de souveraineté permettant de donner le véritable coup d'envoi à l'intégration régionale et panafricaine ;
- Les lenteurs des processus de signature/ratification/domestication des protocoles et des conventions signés aux niveaux régional ou continental par les États parties ;
- Le chevauchement de plusieurs communautés économiques régionales, ce qui nuit à leur efficacité ;
- L'appartenance concomitante de certains États à plusieurs organisations régionales qui donne lieu à des conflits de compétence et d'intérêt ; ce que Alphonse Ntumba Luaba appelle la polygamie institutionnelle ;
- La libre circulation des biens et des personnes connaît des difficultés, elle se limite très souvent au seul cadre de l'organisation ; il faut donc revoir la question du visa entre les pays de l'UA ;
- À cause des activités terroristes qui sont récurrentes désormais sur le continent africain, la libre circulation des biens et des personnes connaît aussi des difficultés à cause de l'insécurité ;
- L'instabilité politique constitue l'un des principaux obstacles aux projets d'intégration en Afrique ;
- Le manque des ressources humaines et financières permettant à ces organisations d'accomplir réellement leur mandat au point où certains programmes sont financés par des institutions européennes, etc. ;
- Certaines institutions étrangères influencent énormément les décisions des organisations régionales en accord avec certaines puissances coloniales qui cherchent toujours à maintenir des rapports

privilegiés avec leurs anciennes colonies, ce que d'autres qualifient à raison d'intérêts néo-coloniaux, ainsi beaucoup d'organisations régionales dépendent encore des institutions étrangères ;

- Le système de marché fragilise sans cesse les économies nationales et régionales ;
- Les répercussions des fragilités des États et des faiblesses de leur gouvernance interne sur le processus d'intégration régionale voire panafricaine. Autrement dit, le renforcement de la gouvernance démocratique au niveau national est aussi un défi à relever si l'on veut avoir une intégration régionale efficace et solide ;
- La faible diversification des économies et l'insuffisance d'industrie de transformation qui pourraient favoriser des échanges régionaux et la recherche de marché de proximité.

2.2. Les conditions revisitées d'une intégration africaine à l'africaine.

Il convient de souligner que beaucoup d'initiatives venant de la part des organisations régionales sont louables mais « *la multiplication des textes déclaratoires, déclamatoires et programmatiques ne suffit pas. La population a besoin de toucher l'intégration du doigt, d'en tirer des profits, de vivre ses avantages. C'est toute l'importance de l'existence et de la consolidation des biens communs régionaux ou transfrontaliers à impact socio-économique réel et véritable* »¹⁰.

L'accroissement des interdépendances structurelles constitue un impératif. Il n'y aura d'intégration politique et économique véritable que lorsqu'il y aura une intégration physique du continent. Dès lors, la construction des routes, des chemins de fer et des ponts pour relier les aires du continent est nécessaire ; car il faut permettre aux biens, aux personnes et aux idées de circuler.

La question d'une monnaie unique pour tout le continent africain se pose avec acuité. Pour le philosophe grec Aristote, la monnaie remplit

10 A. Ntumba Luaba, 2013, p. 7

trois fonctions dans un système économique : être un intermédiaire dans les échanges, être un instrument de mesure de la valeur et être un instrument de réserve de valeur. Elle revêt aussi une dimension politique car elle est le symbole de notre souveraineté. Ainsi, une des choses qui pourrait aider à l'intégration africaine c'est une union monétaire. Or, les puissances coloniales des pays africains ne semblent pas être prêtes à lever le pied. Aujourd'hui, on sait grâce au service d'espionnage qu'une nouvelle monnaie unique africaine serait la véritable cause de l'intervention française en Libye. D'après les éléments trouvés dans les lettres de l'ex-secrétaire d'État américain Hillary Clinton, la vraie raison de l'intervention en Libye était l'or. En effet, la correspondance de Madame Hillary Clinton a montré qu'en 2011, Mouammar Kadhafi possédait 143 tonnes d'or et 143 tonnes d'argent avec lesquels il souhaitait créer une nouvelle monnaie unique pour l'Afrique et fournir aux pays francophones africains « une alternative au Franc CFA » (ex-Franc des Colonies Françaises d'Afrique aujourd'hui Communauté Financière Africaine). Au total, la valeur de ces réserves s'élevait à près de 7 milliards de dollars.

Le camerounais Jean-Paul Pougala ne dit pas le contraire lorsqu'il affirme que ce n'est pas parce que Kadhafi était un dictateur qu'il a été tué, mais parce qu'il voulait pour l'Afrique une véritable indépendance. En proposant à ses homologues africains la création du FMA (Fond Monétaire Africain), une réplique du FMI (Fond Monétaire International), le guide libyen a précipité sa mort¹¹. En Afrique on dit : « *Lorsqu'un président africain est aimé par les Blancs, c'est qu'il est bon pour eux et mauvais pour son peuple. Lorsqu'il est haï par les Blancs, c'est qu'il est mauvais pour eux et Bon pour son peuple* » (Jean-Paul Pougala, 2012, p.156). Selon Joseph Ki-Zerbo, les guerres en Afrique, la plupart du temps, sont provoquées par les occidentaux pour leurs intérêts mesquins. Ils soutiennent les régimes qui leur sont favorables. Or, ce ne sont pas tous les régimes qui leur sont favorables. Ils seront donc « *amenés à diviser l'Afrique au risque de guerres de toutes sortes. Ils n'ont pas tellement intérêt à la paix* »¹². « *Aujourd'hui donc, il y a une autre sorte de nouveau partage de l'Afrique qui ne dit pas son nom, mais qui se fait à*

11 Jean-Paul Pougala, 2012, p.136 et sq

12 Joseph Ki-Zerbo, 2013, p.65

travers l'invasion capitaliste, financière surtout, dans les différentes zones du continent »¹³.

Une telle analyse laisse croire que l'intégration africaine est une illusion, que le rêve de l'unité africaine est irréalisable. Pour Thierry Michalon, le retard de l'Afrique, son malheureux sort pourrait-on dire, dépend d'elle-même, ce n'est pas de l'extérieur que viendra son salut. Ce que Ebénézer Njoh Mouellé ne conteste pas, mais il affirme que « *quelles que soient les constructions intérieures que l'Afrique pourra se donner, l'extérieur, de son côté, continuera d'agir dans le sens de son affaiblissement, mieux du maintien de sa faiblesse* »¹⁴. Dans un monde où n'existent que des rapports de force, il m'apparaît clairement que le fédéralisme sera la solution aux problèmes de l'Afrique.

Aujourd'hui, les Africains sont animés par le désir de créer une monnaie commune et le débat sur la question fait rage dans le milieu des intellectuels et surtout des jeunes. Si certains dirigeants à l'instar du président ivoirien Alassane Ouattara font l'éloge du FCFA comme une monnaie stable et attractive qu'il faudra étendre à d'autres pays de la CEDEAO, il y a en revanche, un mouvement de protestation de la société civile africaine contre cette monnaie. Pour le président tchadien Idriss Déby Itno, les clauses de coopération du Franc CFA sont dépassées, et ne profitent pas à l'Afrique. Mais il précise qu'il ne s'agit pas de rentrer en conflit avec la France, mais de normaliser la relation entre celle-ci et les pays africains.

En marge de la 5^e édition du Forum International Afrique Développement (FIAD) qui a eu lieu à Casablanca au Maroc en mars 2017 où il était l'invité d'honneur, le président burkinabé Roch Marc Christian Kaboré s'est dit favorable à l'« Eco » comme monnaie commune de la CEDEAO car elle « **permettra de réaffirmer [l'] indépendance [des États africains], d'avoir une politique monétaire propre à [eux] et non pas attelée à une autre monnaie telle que l'euro** ». Selon le quotidien burkinabé d'information « **Sidwaya** » qui rapportait ces propos, le chef d'État burkinabé a estimé que « **c'est un débat sur lequel il faut garder boeil ouvert pour le faire à moyen terme** ». Roch Marc Christian Kaboré a toutefois émis des doutes sur la possibilité qu'une telle issue

13 Joseph Ki-Zerbo, 2013, p.55

14 T. Michalon et E. Njoh-Mouellé, 2011, p.145

soit possible d'ici 2020, échéance que la CEDEAO avait, il y a plusieurs années, fixée comme date butoir pour l'adoption d'une monnaie unique et commune dans l'espace sous régional ouest-africain.

L'affaire Kemi Seba¹⁵, le président de l'ONG Urgences Panafricanistes, qui a secoué l'actualité africaine en août 2017, montre à quel point les jeunes ont une aversion pour le franc CFA. En effet, suite à une plainte de la Banque Centrale des États d'Afrique de l'Ouest, Kémi Séba a été placé sous mandat de dépôt le 25 août 2017, à la prison centrale de Rebeuss à Dakar, au terme d'une journée de garde à vue devant les enquêteurs de la Division des investigations criminelles, avant d'être jugé puis relaxé quatre jours plus tard. Il lui était reproché d'avoir brûlé en public un billet de 5000 FCFA lors d'un rassemblement, le 19 août à Dakar « *contre la Françafrique* ». Poursuivi pour avoir enfreint les dispositions du code pénal sénégalais, il encourait une peine de 5 à 10 ans de prison. L'affaire a enflammé la toile entre les soutiens et les détracteurs de celui qui fait désormais figure d'icône de la contestation du franc CFA en Afrique.

Ce qu'il faut retenir de notre analyse c'est que la question de la monnaie commune préoccupe énormément les Africains qui y voient une véritable indépendance. Il est vrai que certains restent sceptiques quant à la capacité des Africains à créer une union monétaire parce que les choses ne sont pas si simples. Mais les actions en faveur d'une union monétaire se multiplient ne serait-ce qu'à un niveau sous régional. À ce propos, Edmond Gomon, un journaliste ivoirien, dans un article paru dans le quotidien « Notre Voie n° 5706 du mercredi 20 septembre 2017 » fait savoir que la CEDEAO travaille activement pour la création d'une monnaie unique¹⁶. C'est en cela que le Conseil de convergence du mécanisme de la surveillance multilatérale de la CEDEAO s'est concerté le 14 septembre 2017, à Bamako, capitale du Mali. À cette occasion, les experts des États membres des institutions régionales se sont prononcés sur le rapport de convergence au titre de l'année 2016, l'état de mise en œuvre du programme de coopération monétaire de la CEDEAO, et l'état de mise en œuvre des activités de la feuille de route par les différentes institutions.

15 Activiste franco-bénois, président de l'ONG Urgences Panafricanistes

16 Edmond Gomon, 2017, p.8

De toutes les façons, le projet de la monnaie unique ne doit pas être sous-estimé et mérite une analyse sérieuse dans le « *silence des pas-sions* ». Certains indicateurs le montrent si bien. Dans l'article cité plus haut, Edmond Gomon revient sur l'ampleur que prennent les choses « Notre Voie n° 5706 du mercredi 20 septembre 2017 » à travers l'édition spéciale télévisée sur le FCFA de « Chine Afrique Média », du dimanche 17 septembre 2017¹⁷. Contre toute attente, l'émission a enregistré au cours d'un vote électronique la participation de 68000 téléspectateurs qui devaient choisir le nom que doit porter la future monnaie unique d'Afrique. Sur le nombre de votants susmentionné ; 34,09 % ont opté pour l'appellation « Afro » ; 29,03 % pour « Cauris ». Cela indique certainement l'aspiration des Africains à rompre avec le FCFA.

Mais le défi n'est pas seulement monétaire, un autre défi important consiste à revisiter les notions de démocratie et de citoyenneté dans un monde globalisé. Ces notions ont un revêtement idéologique et ne conviennent pas toujours aux États africains dans la forme que l'Occident voudrait leur imposer depuis le Discours de la Baule¹⁸. Bien que certaines des valeurs incarnées par ces notions puissent être considérées comme universelles, l'approche de modèle unique n'est pas appropriée. Elle est même en décalage avec les réalités socio-culturelles des Africains. Ce dont souffre l'Afrique aujourd'hui, nous avons coutume de le dire, c'est surtout l'absence d'une forme de gouvernement qui prenne en compte ses réalités socio-anthropologiques. En réalité, la démocratie telle qu'elle est imposée sans autre mesure par l'Occident a créé plus de problèmes à l'Afrique qu'elle n'en a résolus. Laissons donc à chaque peuple la latitude de choisir sa forme de gouvernement pourvu qu'il y trouve son intérêt. Le choix du régime politique est assez complexe si nous nous en tenons à l'analyse de Platon en passant par Bodin et Montesquieu. Ces philosophes montrent que le régime politique est lié à plusieurs facteurs déterminants : le climat, le tempérament du peuple,

17 Op. Cit.

18 Discours prononcé par François Mitterrand en 1990, lors de la 16^e Conférence des chefs d'État de France et d'Afrique à La Baule (France). Mitterrand y conditionne l'aide publique française au développement aux avancées du processus de démocratisation dans les pays africains. En 1995, les 31 pays de l'Afrique sub-sahariens (dont 22 francophones) avaient adopté le multipartisme et 17 disposaient déjà d'une nouvelle constitution.

l'histoire, la psychologie et la sociologie du peuple, etc. Il faut faire attention au prêt-à-porter, au « copier-coller ». Le régime politique doit épouser le génie et la volonté du peuple qu'il veut instituer.

À côté de cette proposition, nous demandons aussi aux États africains de s'inscrire dans un processus de bonne gouvernance. Il ne faut pas oublier que la mauvaise gouvernance a conduit à des rébellions armées et à d'incessantes revendications de la société civile. Denis Maugenest note que « *le conflit est l'expression de l'exigence de respect que les hommes se doivent les uns aux autres (...). Ce qui est en cause dans le conflit n'est rien d'autre que la reconnaissance de soi et de chacun par l'autre, comme la reconnaissance de l'autre par moi et par chacun* »¹⁹. La dilapidation des ressources publiques par une minorité au pouvoir et le traitement souvent maladroit de minorités portent gravement atteinte à la solidarité nationale et à la cohésion sociale. « *L'État en Afrique est très souvent un État patrimonial* »²⁰ avant de parler d'intégration au niveau continental, il faut une intégration nationale et l'intégration nationale passe par la bonne gouvernance et la pratique des valeurs démocratiques. L'une des causes de la crise migratoire, c'est la mauvaise gouvernance dans les pays africains favorisant le désir de l'ailleurs.

Conclusion

Au terme de notre étude, il convient de dire que l'intégration africaine est un processus, une valeur asymptotique. En revanche, elle est tout de même mesurable. Le bilan mitigé de l'intégration africaine que nous avons présenté, laisse croire que le projet de rédemption de l'Afrique est une utopie. Mais aucun destin n'est scellé. Dans un monde où existe un rapport de force et de domination, on dira comme Kwame Nkrumah, « *Africa must unite* »²¹, il importe que les Africains comprennent que le salut de l'Afrique ne viendra pas de l'extérieur. Son salut viendra d'elle-même. Toutes les tentatives micronationales de libération de l'Afrique

19 Denis Maugenest, 2005, p.18

20 Joseph Ki-Zerbo, À Quand l'Afrique ? *Entretien avec René Holenstein*, Lausanne (Suisse), Éditions d'En Bas, 2013, p.83

21 « L'Afrique doit s'unir »

ont montré leurs limites parce qu'elles ont été « *solitaires* » au lieu d'être « *solidaires* ». On peut donc comprendre que « *la libération de l'Afrique sera panafricaine ou ne sera pas* »²². L'intégration africaine sera ce que les Africains voudraient qu'elle soit : rêve ou réalité. Ce qui est sûr, c'est que l'unité africaine se fera tôt ou tard.

Bibliographie

- BOURDET Yves, *Limites et défis de l'intégration régionale en Afrique de l'Ouest*, Country Economic Reports, ASDI (Agence Suédoise de coopération Internationale au Développement, Septembre 20005
- DIOP Cheikh Anta, *Nations nègres et culture*, Paris, Présence Africaine, 1979
- DIOP Cheikh Anta, *Les fondements économiques et culturels d'un État fédéral d'Afrique noire*, Paris, Présence Africaine, 2000
- FOGOU Anatole, January, *Histoire, conscience historique et devenir de l'Afrique : revisiter l'historiographie diopienne*, FMSH-WP-2014-60, 2014
- GUITON R. J., *Comment est né le panafricanisme ?*, in Jeune Afrique N° 87, 4-10 juin 1962
- KI-ZERBO Joseph, *À Quand l'Afrique ? Entretien avec René Holenstein*, Lausanne (Suisse), Éditions d'En Bas, 2013
- LABIAUSSE Kevin, *Les Grands discours de l'histoire*, Paris, Éditions E.J.L., 2008
- MONO NDJANA Hubert, *Histoire de la philosophie africaine*, Paris, L'Harmattan, 2009
- MORFAUX Louis-Marie et LEFRANC Jean, *Vocabulaire de la philosophie et des sciences humaines*, Paris, Armand Colin, 2011
- NJOH-MOUELLE Ebénézer et MICHALON Thierry, *L'État et les clivages ethniques en Afrique*, Abidjan, les Éditions du CERAP, 2011
- NKRUMAH Kwame, *Le Conscience*, Paris Présence Africaine, 2009
- NKRUMAH Kwame, *L'Afrique doit s'unir*, Paris Présence Africaine, 2009

22 Joseph Ki-Zerbo, *À Quand l'Afrique ? Entretien avec René Holenstein*, Lausanne (Suisse), Éditions d'En Bas, 2013, p.41

- OBENGA Théophile, *La Philosophie africaine de la période pharaonique*, Paris, L'Harmattan, 1990
- NTUMBA LUABA Alphonse, *L'intégration africaine face à la mondialisation : état des lieux, défis et perspectives*, Contribution au Forum panafricain de haut niveau sur « Cultures, diplomatie et intégration régionale », Rabat-Maroc, Conférence Internationale sur la Région des Grands Lacs (CIRGL), 8-10 avril 2013
- POUGALA Jean-Paul, *Géostratégie Africaine*, Genève, Institut d'Etudes géostratégiques, 2012
- REPAOC (Réseau des Plates-formes nationales d'ONG d'Afrique de l'Ouest et du Centre), *Comprendre et participer au processus ouest-africain d'intégration régionale*, Dakar, Avril 2011
- SOUARÉ Issiaka K., *Regard critique sur l'intégration africaine*, Institut d'Études de Sécurité, Juin 2007